

LE DRAPEAU ROUGE

ABONNEMENT:

BELGIQUE

Un an. Fr. 2 50

Six mois. » 1 25

Trois mois. » 0 65

ORGANE DE LA LIGUE COLLECTIVISTE-ANARCHISTE

PARAISANT TOUS LES 15 JOURS

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - SOLIDARITÉ

ABONNEMENT:

EXTÉRIEUR

Un an. Fr. 4 00

Six mois. » 2 00

Trois mois. » 1 00

G. VAN HOETER

COLLECTION

rue St-Marie, 24, MOL.

Administration : Rue d'Accolay, 14, Bruxelles.

AVIS

A partir de ce jour, les bureaux du DRAPEAU ROUGE sont transférés, 14, rue d'Accolay, à Bruxelles.

Avec le présent numéro, pour des raisons indépendantes de notre volonté, le *Drapeau rouge* suspend momentanément sa publication, pour reparaitre bientôt plus vigoureux que jamais.

Les abonnés resteront abonnés. Toutefois, ceux qui désiraient le remboursement du prix de leur abonnement, au prorata des numéros qu'ils ont à recevoir, peuvent s'adresser au bureau du journal.

LIGUE COLLECTIVISTE-ANARCHISTE

Tous les membres sont convoqués à la séance qui se tiendra lundi, 29 courant, à 7 heures précises du soir, à la *Maison des Brasseurs*, Grand'Place.

Ordre du jour :

Question importante concernant le *Drapeau rouge*. Réorganisation.

Le Comité.

LES MORTS DE LA COMMUNE

Découvrez-vous ! — Il s'agit ici des martyrs de la Commune.

Combien furent ils ? Il serait impossible de le dire au juste.

Interrogez les pavés de Paris, les mitrailleuses de la caserne Lobeau, le jardin du Luxembourg, les buttes Chaumont, le Châtelet, les pierres ensanglantées des tombes du Père-Lachaise, les squares pleins de verdure devenus charniers, et dont la terre fraîchement remuée laissait, la nuit, filtrer des râles d'agonies.

Les ruisseaux coulaient du sang. — La Seine était rouge.

Le long des rues les corps empilés couvraient des milliers de mètres carrés sur deux ou trois cadavres d'épaisseur. — Les roues des canons de l'ordre avaient des débris de cervelle et de la bouillie humaine coagulée jusqu'au moyeu.

Pendant quinze jours on égorgea sans jugement, Paris fut un immense abattoir.

Après, il manquait à la grande ville,

cent mille ouvriers, — morts, prisonniers ou en fuite. — De certains corps de métier, il ne restait plus un seul représentant ! — C'est le conseil municipal qui le constatait dans un rapport officiel.

Ah ! ce fut une véritable orgie pour la bourgeoisie française ! — Nos grands chefs militaires, — rien qu'au souvenir, — s'en poulèchent encore les moustaches.

M. Thiers, — gnôme hideux, — retrouva presque sa jeunesse dans ce bain de sang sorti de la veine du peuple.

Rien ne fut épargné au banquet des capitalistes ! — On mit les petits plats dans les grands. — On fusilla les femmes, — les jeunes et les vieilles, — les mères avec les enfants, les enfants sans les mères et les mères sans les enfants. — ce qui est encore de plus haut goût ; à part cela, les hommes désarmés, — vieillards, infirmes, blessés ! — On vida les ambulances par les fenêtres, à la pointe des baïonnettes, jetant dans le ruisseau le fédéré amputé, comme une guenille qui souffre et qui hurle !

Ce fut magnifique !

Les journalistes en carte et les grandes dames de joie allaient flairer les cadavres. Ces dernières plongèrent parfois le bout de leur ombrelle dans les trous de balle de ceux qui vivaient encore.

Jules Favre, le faussaire, tout couvert du sang de Millièrre, étonnait le monde du spectacle de son épilepsie farouche, et se faisait rappeler à la pudeur par l'Europe monarchique qui refusait de lui livrer les fuyitifs.

Le marquis de Galifet égorgeait parce qu'il était infâme.

« Je prends ma revanche ! » — disait-il. Il comptait, sans doute, que les meurtres du mari feraient oublier les prostitutions de la marquise, sa femme, émule et bonne amie d'Eugénie, l'ex-impératrice.

Les Vinoy, les Cisse, les Mac-Mahon et les autres généraux de l'Empire, rendaient au peuple désarmé, — en feux de peloton, — les coups de pieds aux reins qu'ils avaient reçus de la Prusse victorieuse, laquelle, ne les ayant jamais vus que par derrière, ne pouvait les frapper ailleurs.

Alexandre Dumas fils, chantre des courtisanes, souteneur de la religion, de la propriété et de la famille bourgeoise, re-

posant sur l'adultère et le lupanar, déclarait que « la femelle du fédéré ressemble à une femme, quand elle est morte. »

Vrignault, rédacteur en chef du *Bien Public*, Benjamin de Thiers, se vantait d'avoir, de sa main, tué trente gardes nationaux, — prisonniers, enchaînés ou blessés, — cela va sans dire.

L'Assemblée nationale votait des remerciements à l'armée versaillaise, et, se barbouillant de tout ce sang, déclarait à l'unanimité, que les bourreaux du peuple « avaient bien mérité de la patrie ! »

Paris-Journal, le 5 juin 1871, publiait le dialogue suivant :

« — Qu'est-ce vous voulez voir ? — dit la mère à ses filles : — Les ruines ou les cadavres ?

— Oh ! les deux, petite mère, les deux !

— Alors, voilà ce que nous allons faire. Nous irons d'abord où sont les morts. Nous déjeunerons n'importe comment....

— Nous emporterons un morceau de pain.

— Et si je ne suis pas trop fatiguée, nous irons voir les incendies pour notre dessert.

— Et les fillettes battent des mains ! »

Quel joli tableau de la bourgeoisie peinte par elle-même !

Ces cadavres que vous allez voir, en battant des mains, oh ! fillettes, ce sont les cadavres du peuple, de ce peuple dont le travail alimente votre luxe, et qu'on a égorgé parce qu'il ne voulait plus que ses filles à lui n'aient à choisir qu'entre la faim, le suicide et la prostitution !

Un peuple tout entier était là, renfermé dans l'enceinte d'une ville close, dont deux armées alliées, — la versaillaise et la prussienne — gardaient les issues.

A ce peuple, la contre-révolution ivre hurlait :

— Quoique tu fasses, tu vas périr ! Si l'on te prend les armes à la main, — LA MORT ! Si tu déposes les armes, — LA MORT ! Si tu implores, — LA MORT ! De quelque côté que tu tournes les yeux, à droite, à gauche, devant, derrière, en haut, en bas, — LA MORT ! Tu es, non seulement hors la loi, mais hors de l'humanité ! Ni l'âge, ni le sexe ne te sauveront,

ni toi, ni les tiens. Tu vas mourir, mais, avant tu savoureras l'agonie de ta femme, de ta sœur, de ta mère, de tes filles, de tes fils, même au berceau.

LA MORT! LA MORT! LA MORT!

— Hier, on respectait le Prussien. Prisonnier, on le nourrissait, plein d'égards. Blessé, on le soignait tendrement. — Et on avait raison, car il était homme, bien qu'il ne représentât, à ce moment, que la force brutale, au service des haines et des ambitions dynastiques. — Chapeau bas devant cet ennemi, troupeau aveugle sous les ordres de Bismarck. — Jules Favre va pleurer à ses genoux. Trochu et Thiers sont heureux et fiers, après le combat, de serrer sa main dont l'étreinte a brisé l'élan de la Révolution. — Mais toi, citoyen français, soulevé pour le triomphe du droit et de la justice, toi qui défendais hier Paris contre la guerre de conquête où Guillaume ramassait la couronne impériale que Bonaparte venait de laisser choir dans la boue de Sedan. — toi qui as pris les armes, parce qu'on t'attaquait, pour affirmer la fraternité des peuples, la solidarité universelle, — toi qui rêves le bonheur de la France et du genre humain, — toi qui veux fonder la grandeur de la patrie sur les principes qui seront le salut de l'univers, — toi, maudit, tu fais horreur!

Le droit des gens n'existe pas pour toi.

Ta main dégoûte, et si elle se tendait pour demander grâce, on l'abattraient en te crachant au visage.

Meurs, rebelle! — Meurs, socialiste! — Meurs, communard! — Meurs, toi, ta femelle, et tes petits!

LA MORT! LA MORT! LA MORT!

Quels étaient donc ces hommes que les peaux-rouge de la classe dirigeante attachaient ainsi au poteau du supplice, avec des hurlements de joie, ajoutant l'insulte au martyre, effaçant, par leur férocité de sauvages en goguette, tous les grands massacres du passé?

Quelques noms surnagent sur cette mer de sang fouettée par la tempête des passions réactionnaires, des appétits menacés et des terreurs qui se vengent.

Ceux-là, tels que les Delescluze, les Varlin, les Duval, les Flourens, les Vermorel, les Millière, les Ferré, les Gaston Crémieux, etc., etc., font juger des autres, — masse anonyme et sublime, — qui, lorsque l'histoire les interrogera, répondront d'une seule voix:

« Nous nous appelons : — LE PEUPLE! »

Le 18 Mars à Londres

LE BANQUET DES RÉFUGIÉS

Nous rendons à nos lecteurs un compte rendu impartial et scrupuleusement exact du banquet commémoratif du 18 mars à Londres et, si une erreur se glissait, malgré les soins que nous avons pris pour n'en point commettre, nos colonnes seraient largement ouvertes à toutes justes rectifications.

Nous nous abstenons d'ailleurs de toute

appréciation à cette place, nous réservant de prendre la parole, s'il y a lieu, dans le corps du journal.

Au nom de la commission d'organisation, le citoyen Landrin ouvre la séance, et invite l'assemblée à faire des propositions pour la nomination d'un président. Le citoyen Langevin présenté est accepté à l'unanimité des convives. Sur la motion du citoyen Joffrin, et aux acclamations de tous, le citoyen Trinquet, encore aux bagnes calédoniens, est nommé président d'honneur, et le citoyen Hartman, présent, est nommé assesseur.

Pendant le banquet un toast a été porté aux socialistes-nihilistes et à la fin du banquet le président a porté un autre toast à ceux de nos amis qui pour avoir défendu la cause commune gémissent encore en Nouvelle-Calédonie. Ensuite, la séance de discussion a commencé.

Le président donne lecture du mandat que le « Club international d'études sociales de Londres » a remis à son délégué; d'une lettre d'adhésion des socialistes des Pays-Bas; d'une dépêche de salutations personnelles d'un citoyen absent. Le « Cercle d'études sociales de langue italienne » était aussi représenté.

La parole est ensuite donnée au citoyen Hartman. Il lit en français un discours dont voici le fidèle résumé:

Il ne connaît qu'imparfaitement la langue française, mais son désir d'exprimer ses sympathies pour la cause de la Commune est si fort qu'il passera sur cette difficulté.

Le socialisme est une œuvre internationale, voilà pourquoi, lui, socialiste russe, partage l'admiration qu'il faut avoir pour la révolution de 1871 et l'horreur qu'inspirent ceux qui en ont été les bourreaux.

Le peuple français est à l'avant-garde de l'humanité. On lui doit beaucoup d'avoir fait la Commune, et si les socialistes russes s'étaient trouvés à Paris, ils auraient lutté avec lui et ils seraient morts aussi pour sa cause. (Applaudissements.)

Il n'a pas mandat officiel pour parler au nom de ses camarades, mais il connaît et croit pouvoir faire connaître leurs sentiments de sympathies.

Ce n'est pas le moment d'exposer le but et les tendances des socialistes russes, mais il peut dire que la commune agricole russe est leur point de départ et la pierre d'attente de leur fédération des communes. (Applaudissements.)

Leur but sera-t-il atteint d'un coup, ou faudra-t-il franchir plusieurs étapes, il l'ignore, mais dans tous les cas, ils resteront armés jusqu'à la victoire complète. (Bravos répétés.)

Ils employeront tous les moyens, sans tenir compte du nombre des victimes, des tortures, ni des échafauds. (Applaudissements prolongés.)

La parole est donnée au citoyen Joffrin.

Il ne rentrera pas au fond de l'histoire même de la Commune, cependant, en présence de socialistes étrangers, il croit utile de s'expliquer sur l'apparence patriotique du socialisme français d'alors. Il est évident qu'après la chute de Bonaparte, la victoire de la France sur l'Allemagne devenait, pour le progrès même une nécessité. Les socialistes allemands l'ont eux-mêmes si bien compris que leurs représentants ont eu le courage d'accepter hautement la solidarité avec la France. Non, notre chauvinisme n'était pas un patriotisme conquérant, dit-il, mais un patriotisme révolutionnaire, la révolution étant la grande patrie. (Applaudissements.)

Malheureusement, la victoire sur les Prussiens était impossible. Ils étaient maîtres. Mais

il ne fallait pas rendre les canons; car, rendre les canons, c'était rendre les fusils, c'est-à-dire rendre la République. Thiers attendait, et comme Castelar, plus tard, il eût fort bien laissé faire et instaurer le comte de Paris.

A ce point de vue on a un compte à régler avec toute la séquelle de Versailles, les Brisson, Lockroy, L. Blanc et autres y compris.

Ces messieurs voudraient accaparer maintenant une révolution qu'ils ont calomniée et trahie. On les en empêchera. Nous ne sommes pas avec eux, mais contre eux. Nous sommes la Révolution.

S'il y a les fatigués, peu importe! il comprend certes les accablants produits par la torture calédonienne. Que ceux-là donc qui sont fatigués se reposent. Que les jeunes continuent Juin 1848, Mai 1871. Lui, il est avec les jeunes, avec les socialistes révolutionnaires parisiens. (Applaudissements prolongés.)

Le président donne ensuite la parole au citoyen Longuet.

Le citoyen Longuet croit qu'il est plus utile de parler des causes de la défaite que de glorification du passé. La révolution du 18 Mars a trouvé le prolétariat français sans préparation; non pas sans idée, mais sans préparation matérielle. En dehors de l'organisation de la garde nationale, qui était née des circonstances, il n'y avait aucune bonne organisation. Et l'organisation de la garde nationale, eût-elle même été supérieure, elle n'aurait pas suffi. Il se défie des révolutions militaires.

Il sait que nos généraux s'occupent beaucoup de stratégie, mais comme on n'aura jamais plus belle situation militaire que celle qu'on a eue, il ne croit pas au succès dans cet ordre d'idées.

Il faut préparer une organisation très complète qui assure une victoire facile et qui ne nous oblige pas à armer des forts. Ce sont les capacités administratives auxquelles il faut nous élever. Il faut pénétrer à fond la masse ouvrière et entamer la masse paysanne.

Quels sont pour cela les moyens pratiques?

Selon lui, l'affirmation collectiviste faite par le congrès de Marseille, étant faite par une minorité du prolétariat, ne peut faire compter sur une victoire du collectivisme. Si un homme allait propager dans le *mir* russe l'individualisme, il serait moins utopiste que ceux qui iraient dans nos campagnes pour les convertir au collectivisme absolu.

La première question en France n'est pas la communauté du sol. C'est la dernière. Dans l'ordre industriel l'exploitation quoique monopolisée est déjà en mode collectiviste, mais dans l'ordre agricole nous sommes encore loin de cette situation, quoique nous y allions.

Le citoyen Longuet se place ensuite en présence des élections générales futures; il ne passera, dit-il, aucun candidat qui arbore le programme voté au congrès de Marseille. Le courant sera pour l'amnistie plénière, pour un socialisme un peu vague. Au lieu donc de profiter d'une défaite qui éloigne du terrain d'autres nuances socialistes, et de poser un programme absolu, il faudrait s'élever à un programme commun qui donnerait des succès partiels. Or, l'élaboration de ce programme est possible: il faudrait demander la rentrée à la collectivité des mines, canaux, etc., en laissant de côté la propriété foncière à laquelle, dans l'état des choses, on ne peut encore toucher.

Grâce à un semblable programme d'action parlementaire, on pourrait enfoncer les portes du Parlement, cette citadelle du capital; non

pas certes pour y former un parti parlementaire, mais pour y faire la démonstration scientifique du socialisme. On aurait ainsi le même succès qu'ont obtenu les socialistes allemands.

(En ce moment, le citoyen *Langevin* étant obligé de partir est remplacé à la présidence par le citoyen *Hartman*.)

Le succès obtenu, on supprimerait le Parlement et par la suprématie transitoire de la Commune de Paris faisant appel aux autres communes, à tous les éléments de progrès, on aboutirait à une assemblée, à une espèce de convention de délégués qui nous feraient faire le grand pas que nous attendons (marques d'adhésion et protestations)

Le citoyen *Jourde* en qualité d'interprète du citoyen *Hartman* donne la parole au citoyen *Dardelle*.

Le citoyen *Dardelle* ne partage pas l'avis du précédent orateur, dont il trouve le discours un peu réactionnaire. L'histoire, selon lui, montre qu'il n'y a eu que les révolutions militaires qui ont réussi. En ce moment, chaque spécialité est ardemment étudiée par les socialistes; il ne peut laisser dire qu'une seule est inutile, celle qui organise l'action.

Cette question au contraire exige de longues études. Nos adversaires ont de bonnes armées et nous... rien, sinon le courage et l'élan. Or, les mêmes principes ne s'appliquent pas aux armées réactionnaires et aux armées militaires. C'est une question qu'il faut sérieusement étudier.

Le citoyen *Combault* n'aime pas non plus la marche révolutionnaire militaire. Mais c'est une situation que les circonstances du temps ont imposé.

Il n'est pas vrai de dire que la Révolution du 18 Mars a été une surprise. Depuis 1866 la Révolution était en marche, et c'est l'Internationale qui était la forme socialiste du moment. Le pouvoir pour se sauver nous a jetés dans la guerre, et malheureusement on s'est plus occupé de militarisme que de révolution.

L'orateur fait observer que les batailles de juin ont été plus heureuses que celles de la Commune. Il croit ensuite que la révolution sera mieux conduite par voix scientifique que par voie militaire.

Il sait très bien pour avoir été lui-même en présence des paysans, la difficulté de la propagande du programme collectiviste. Mais, dit-il, si on se rallie au collectivisme pour les grandes choses, il faut aussi l'accepter pour les petites.

Il croit que la fin du siècle ne se passera pas sans révolution. Il faut alors ne plus être aussi généreux. On a oublié Juin en 1871! Il faudra, nous qui avons survécu aux massacres, nous souvenir de nos martyrs. La Révolution doit être une revanche absolue, morale et matérielle, de la défaite de 1871. La Révolution devra frapper dur et ferme sans considération pour les dangers encourus de ce fait.

Le citoyen *Longuet* croit qu'il n'a pas été complètement compris, il pense qu'il y a un malentendu.

Il n'a pas oublié les massacres.

Il pense qu'il vaut mieux parler des obstacles à vaincre, que de parler de victoire facile, et de se faire des illusions sur l'étendue des progrès réalisés.

Quant au collectivisme, il n'a pas changé d'opinion. Mais chaque jour, sa manière de voir s'élargit. Nous sommes tous individualistes et communistes puisque tous nous croyons à l'individu et à la société; mais

entre ces deux termes, il y a une question de mesure. Il n'a pas nié que l'évolution de la culture agricole n'aille aussi au collectivisme. Mais elle ne l'a pas encore atteint. Il faut tenir compte des faits. La meilleure propagande théorique ne vaut pas celle du fait. Il faut attendre que le fait soit venu faire entrer la théorie à fond.

A ses yeux la propagande du collectivisme n'est pas mauvaise. Il n'a pas dit qu'elle le fût. Il a dit, que pour l'organisation, il était nécessaire d'élaborer un programme commun à tout le prolétariat et qui soit de réalisation immédiate.

Joffrin, croyait qu'il était convenable de se borner dans cette circonstance à la glorification commémorative de la Commune. Aussi, était-ce dans cette intention qu'il n'avait pas parlé du Congrès de Marseille. Sans cela, il eût développé le programme en l'approuvant. Il eût montré la série des congrès ouvriers de France; les premiers, ceux des coopérateurs, tenus presque avec la connivence réactionnaire, le dernier seul réellement ouvrier.

Pour lui il a acclamé les hommes du Congrès de Marseille. Ceux-là seuls ont actuellement la note révolutionnaire. Quant à lui, il est avec eux.

Le citoyen *Jourde* au nom du citoyen *Hartmann* félicite l'assemblée de son esprit de concorde, garantie assurée de succès. Il lève la séance aux cris répétés de « vive la Commune! »

M.

Le Dix-Huit mars à Paris

A l'occasion de l'anniversaire de la Commune, plusieurs réunions privées se sont tenues à Paris pour fêter la Révolution prolétarienne du 18 mars 1871. — Plusieurs banquets ont aussi eu lieu.

Le journal *l'Egalité* a paru en rouge et est exclusivement consacré à l'apologie de la Commune.

Nous extrayons de ce remarquable numéro, l'article suivant, que nous dédions aux futurs radicaux belges du suffrage universel :

Le radicalisme bourgeois et le 18 mars

Les paroles

CLÉMENTEAU. — Il n'y a plus d'autorité à Paris, il en faut une.

M. THIERS. — Elle est ici.

CLÉMENTEAU. — Où voulez-vous la prendre cette autorité?

LE PRÉSIDENT. — Vous ne pouvez pas dire devant l'Assemblée souveraine qu'il n'y a plus d'autorité en France.

CLÉMENTEAU. — Oh! monsieur le président, je n'ai rien dit de pareil; rien de pareil n'est entré dans ma pensée. et, si j'avais prononcé une parole semblable, je m'empêcherais de la retirer. *Il y a une autorité en France et c'est l'Assemblée souveraine. Je n'en reconnais aucune autre; je n'aurais pas supposé qu'il fût nécessaire de le dire; je ne serais pas à cette tribune, si je reconnaissais une autre volonté que la vôtre. (Assemblée nationale, séance du 30 mars 1871.)*

LOUIS BLANC. — Au nom de cet esprit de calme qui est nécessaire dans les circonstances tragiques où nous sommes.

UN MEMBRE. Au nom de ceux qui commettent des assassinats!

LOUIS BLANC. — Les assassinats! il n'y a personne dans cette assemblée qui les désavoue et les réprouve aussi énergiquement que nous. Et j'ajoute qu'il n'y a personne qui soit plus intéressé que nous à les repousser parce que la liberté fut toujours compromise par le désordre et l'anarchie.... (Interruptions).

LOUIS BLANC. — La différence de nos

opinions est couverte ici, ce me semble, par la communauté de nos intérêts, et un beau jour, peut-être, vous comprendrez qu'en combattant votre proposition, je combattrais pour notre propre cause.

La situation de Paris est très grave, plus grave peut-être que quelques-uns de vous ne le soupçonnent; je dis donc qu'il est très important de ne pas appeler la résistance par l'emploi précipité de la force. (Rumeurs.) *Je ne suis certes pas contre les mesures d'énergie quand le salut du pays les réclame.*

Réprimons ce qui est à réprimer, les assassins! vouons-les à l'infamie! Mais, au nom du ciel, ne provoquons pas, sans le vouloir, l'hostilité de cette partie de la population qui ne demanderait pas mieux que de se grouper autour de nous, si elle n'était pas victime.... (Interruptions).

Mais oui, je parle de cette population qui se compose d'hommes qui, comme nous, sont intéressés à l'ordre, qui le veulent et dont l'indifférence en présence des exaës qui ont eu lieu à Paris, s'explique par des malentendus qu'il est en votre pouvoir de dissiper. J'en appelle à tous ceux qui m'écoutent, ai-je attaqué cette assemblée? ai-je dit un seul mot dont on puisse inférer que je veuille l'attaquer! *Au contraire, ce sont ses intérêts que je défends, ses intérêts qui sont les miens, qui sont ceux de tout le monde qui sont ceux de Paris....*

Ne croyez pas qu'il n'y ait à Paris, que des insurgés, que des gens qui veulent le sang et le pillage. Ne croyez pas cela, *rattachez à vous tous les hommes d'ordre. (Id., séance du 21 mars.)*

CLÉMENTEAU. — Un mot seulement. Je vous ai dit hier que nous les représentants de Paris, nous les maires de Paris, nous ne reconnaissons pas dans le pays d'autre autorité que la vôtre. *Je suis encore dans les mêmes idées et je viens ici à cette tribune, vous dire que le plus cher de mes desirs est le rétablissement de votre autorité dans tout le pays. (Interruptions.)* Quand je dis dans tout le pays, j'entends dans Paris qui est le seul point où votre autorité soit contestée. Le but nous le connaissons tous, nous voulons rétablir l'autorité de l'Assemblée dans Paris.

TOLAIN. — Si j'avais cru l'insurrection juste, si j'avais cru l'insurrection raisonnable, croyez-vous que je ne serais pas à l'Hôtel-de-Ville, moi? Oui, j'y serais!...

LOCKROY. — Bravo! nous y serions tous!

TOLAIN. — Parmi les hommes qui siègent à l'Hôtel-de-Ville, il en est qui demandent certaines garanties, des garanties qui me paraissent nécessaires; mais je déclare à cette tribune que, membre de cette assemblée, j'ai combattu l'insurrection, que j'ai fait des efforts pour l'arrêter et pour rétablir l'ordre, moi qui ne suis pas un partisan déclaré de l'ordre. (Id., séance du 21 mars 1871).

TOLAIN. — Sans vouloir nier la nécessité de faire fonctionner rapidement la justice dans les circonstances graves où nous sommes.. (Id., séance du 6 avril 1871).

LOUIS BLANC. — Je pense que la Commune a violé la légalité pour laquelle je suis.... je réprouve les actes de la Commune. (Id., séance du 26 avril).

Nous allâmes donc nous renseigner auprès des membres de l'extrême-gauche: MARTIN-BERNARD, LOUIS BLANC, SCHOELCHER, etc. M. LOUIS BLANC nous donna les indications les plus précises: il est inutile, nous dit-il, d'essayer de la conciliation.... D'ailleurs, avec qui traiter dans Paris? Trois forces différentes et hostiles se disputent le pouvoir (?). C'est

d'abord la Commune issue d'une élection à laquelle un petit nombre d'électeurs a pris part (près de 300,000) composée d'hommes inconnus pour la plupart, d'une honorabilité douteuse, etc., etc. *Il faut ajouter à tout cela les influences bonapartistes et prussiennes dont il est facile de constater l'action plus ou moins apparente dans chacun de ces trois pouvoirs.*

(Rapport adressé au Conseil municipal de Toulouse par les délégués envoyés à Versailles auprès de M. Thiers et de députés de l'extrême-gauche, mai 1871).

A propos de l'Internationale :

TOLAIN. — Je dis que ceux qui ont brûlé, qui ont assassiné, qui m'ont chassé de leur société (l'Internationale,) je les laisse à la justice, mais que je n'ai même pas à monter à la tribune pour me séparer d'eux. (Assemblée nationale du 16 juin 1871).

Les votes

LES FÉLICITATIONS AUX VAINQUEURS

Séance du lundi 22 mai 1871

M. THIERS. — ... Le but est atteint La cause de la justice, de l'ordre, de l'humanité, a triomphé, grâce à notre brave armée. (Bravos et applaudissements).

M. COCHERY. — J'ai l'honneur de proposer à l'Assemblée la résolution suivants :

« L'Assemblée nationale déclare que les armées de terre et de mer, que le chef du pouvoir exécutif de la République française ont bien mérité de la patrie. » (Très-bien ! très assentiment.) Je crois qu'il n'y a pas besoin de développer cette proposition (Non ! non ! aux voix !)

M. DE LASTEYRIE. — Messieurs, je monte à la tribune seulement pour dire à l'Assemblée qu'il y a dans la proposition de M. Cochery une omission que ne nous pardonnerait pas M. le Président du conseil, c'est celle du maréchal Mac-Mahon. (Très bien ! très bien !)

M. COCHERY. — Vous avez parfaitement raison, le maréchal Mac-Mahon a bien mérité de la patrie. Aussi, par la déclaration que les armées de terre et de mer ont bien mérité de la patrie, leur chef éminent est justement compris dans la proposition.

LE PRÉSIDENT. — Je consulte l'Assemblée sur la résolution proposée par M. Cochery.

La résolution est mise aux voix et adoptée.

PLUSIEURS MEMBRES. — Nous demandons qu'on constate l'unanimité du vote. (Oui ! oui ! Très bien !)

M. LE PRÉSIDENT. — Le procès-verbal constatera l'UNANIMITÉ du vote et les applaudissements UNANIMES de l'Assemblée. »

Étaient présents à cette séance : MM. Louis Blanc, Greppo, Eugène Farcy, Bamberger, Tirard, Henri Brisson, aujourd'hui députés de la Seine. — MM. Tolain, aujourd'hui sénateur de la Seine. — MM. Schœlcher, Pelletan, Littré, Le Royer, Martin-Bernard, Godin l'homme du familistère de Guise, encore aujourd'hui député. Jules Ferry, Henri Martin et Melvil-Blancourt.

MM. Clémenceau, Lockroy et Floquet étaient depuis quelque temps démissionnaires.

Scrutin sur la reconstruction de la maison de M. Thiers, aux frais de l'état.

Ont voté pour : MM. Louis Blanc, Bamberger, Brisson, Martin-Bernard, Farcy, Pelletan, Tolain, Schœlcher, Godin, Melvil-Blancourt.

Scrutin sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 30,000 fr. pour les funérailles des otages.

Ont voté pour : MM. Louis Blanc, Bamberger, Brisson, Martin-Bernard, Farcy, Pelletan, Godin, Schœlcher.

Les écrits.

Je lis dans un article signé de vous que le parti républicain honnête est en droit d'attendre de moi une protestation contre les abominations dont Paris a été le théâtre. — Cette observation me surprend. — Quel honnête homme pourrait, sans se manquer de respect, se croire obligé d'avertir le public que l'incendie, le pillage et l'assassinat lui font horreur ? Je m'estime assez, monsieur, pour juger que, de ma part, une déclaration est parfaitement inutile.

Aussi bien, quand l'indignation publique est si légitime et si grande... Vous n'ignorez pas, monsieur, que, dans les tribunaux, le silence des assistants est de rigueur, tant il est vrai que le devoir de chacun est de se taire quand le juge va parler.

(LOUIS BLANC. — Lettre à M. P. Gille, du Figaro, 8 juin 1871).

On a publié, sous forme de lettre et sans nom d'imprimeur, une brochure qui contient l'apologie des actes de la Commune, y compris l'exécution des otages et l'incendie des maisons particulières et des édifices. Cette brochure a pour titre la *Revanche de la Commune de la France*, par un représentant du peuple de Paris, et elle est signée L. B. — Comme je suis le seul des représentants de Paris dont le nom commence par les initiales L. B., je dénonce dans la publication dont il s'agit une manœuvre infâme dont le but est de me faire passer aux yeux de ceux qui ne me connaissent pas, pour l'apologiste d'UNE INSURRECTION QUE J'AI TOUJOURS REPROUVÉE et de crimes qui me font horreur.

(LOUIS BLANC. — Lettre au directeur du Journal officiel, 19 août 1871).

Le 18 Mars à Bruxelles

L'anniversaire de la Commune a été fêté à Bruxelles, comme ailleurs, par la fraction intelligente du prolétariat.

Le jeudi 18 mars, les Groupes réunis (révolutionnaires jacobins) ont tenu une soirée populaire où la Commune de Paris a été fortement acclamée.

— Dimanche dernier, 21 mars, le groupe rationaliste les *Cosmopolitains* a fêté l'anniversaire de la fondation de leur groupe, en même temps que celui de la révolution du 18 Mars.

Deux conférences ont été faites, l'une sur la *Commune*, par notre ami Egidius, l'autre sur le *Rationalisme*, par notre camarade Ch. De Buyger.

La conférence faite sur la Révolution du 18 Mars, par le citoyen Egidius, a été très goûtée par le nombreux public qui se pressait dans la salle de la *Colline*. Le conférencier possède une qualité qu'on ne peut lui ôter — c'est celle d'une remarquable et impitoyable logique.

Nous regrettons beaucoup de ne pouvoir reproduire *in extenso* la conférence de notre ami ; ce serait une belle page à ajouter à toutes celles qui ont déjà été faites sur le 18 Mars.

Nous nous bornerons donc à dire que le conférencier a démontré avec talent le caractère vrai de la Commune de Paris et puissent les paroles suivantes, prononcées dans un superbe élan, bientôt se confirmer... « Le temps n'est pas loin où le peuple de Paris se réunira de nouveau sous la couleur écarlate du drapeau libérateur !... »

En somme, belle apologie de la Commune et bonne propagande.

Le citoyen Ch. De Buyger a ensuite examiné la question du rationalisme, au triple point de vue philosophique, politique et économique.

Le citoyen De Buyger n'a pas eu de difficulté pour dire éloquemment que les temps sont passés où l'on ne s'occupait exclusivement que de propagande antireligieuse ; aujourd'hui, cette propagande ne suffit plus parce que, pour faire régner la justice et la fraternité sur la terre, la propagande intellectuelle ne suffit pas : il faut la Révolution sociale !...

Inutile de dire que le compagnon De Buyger, comme toujours, a été fort applaudi.

Ce n'est certes pas nous qui ferons de l'opposition au côté de la question que l'ami De Buyger a effleuré. Nous irons même plus loin : nous pensons qu'à un point de vue cette question de la libre pensée religieuse est fatale au prolétariat et par conséquent à la révolution sociale, parce que la bourgeoisie en profite pour se faufiler dans les rangs des déshérités, en prononçant force discours contre la pré-traille, moïnaille, etc., discours qui les font applaudir, — tandis qu'ils méritent en réalité autre chose que des applaudissements....

Citoyens déshérités ! faisons la propagande rationnelle sous toutes ses formes, mais, de grâce ! rejetons loin de nous tout élément bourgeois, si minime qu'il soit. Soyons convaincus que ce n'est que la révolution sociale qui peut nous rendre heureux et qui peut faire disparaître toutes les religions, avec leur suite : budget des cultes, etc.

Laissons faire messieurs les bourgeois ; restons deux camps ennemis irréconciliables, — parce que nous sommes irréconciliables.

Le 18 mars à Verviers

Dimanche dernier les anarchistes verviétois, représentés par le cercle l'*Étincelle*, ont fêté la Commune par un banquet.

Au moment de mettre sous presse le compte-rendu ne nous est pas parvenu.

Le journal le *Mirabeau* a paru habillé en rouge. Nous regrettons que le défaut d'espace nous empêche de reproduire les quelques lignes qui ont fait bondir le *Courrier de Bruxelles* en même temps qu'il a appelé sur elles les foudres de dame Thémis.

Heureuse Belgique !

Le citoyen Emile Piette s'est constitué prisonnier, cette semaine, pour purger deux condamnations encourues par lui le *Cri du Peuple*, de Verviers.

Notre sympathique ami et collaborateur s'est vu refuser l'entrée de la prison, faute de place !
Heureuse Belgique !

Nécrologie

Le mercredi 17 de ce mois, le groupe rationaliste les *Cosmopolitains* a procédé à l'enterrement d'un de ses membres, le citoyen **Pierre Reus**.

Cette funèbre cérémonie a eu lieu à Evère, au milieu d'un concours nombreux de citoyens, amis du défunt.

Sur la tombe, le citoyen François Vanhaleu, exécuteur testamentaire de notre ami, a donné lecture du testament de celui-ci, exprimant ses dernières volontés. Après quoi le citoyen Ch. De Buyger, secrétaire du groupe, a prononcé un discours dans lequel il a retracé avec émotion les qualités de Pierre Reus, enlevé à l'affection de ses amis, à l'âge de 38 ans.

Le 10 courant ont eu lieu au cimetière d'Evère, les funérailles civiles de **Jeanne Vancotthem**.

Cette citoyenne était non-seulement affranchie au point de vue des religions ; elle était républicaine-socialiste.

Le citoyen Coulon a fait ressortir la fermeté des convictions de la défunte ; il a offert en exemple la fin si digne, si courageuse de cette jeune fille, et salué sa dépouille mortelle au nom des rationalistes de la capitale.

Erratum. — Dans notre dernier numéro, l'article « Russie » commence par les mots : *la czarine*. Il faut lire *le czarisme*.

Bruxelles. — Ch. Debuyger, éditeur, 51 rue de la Montagne.